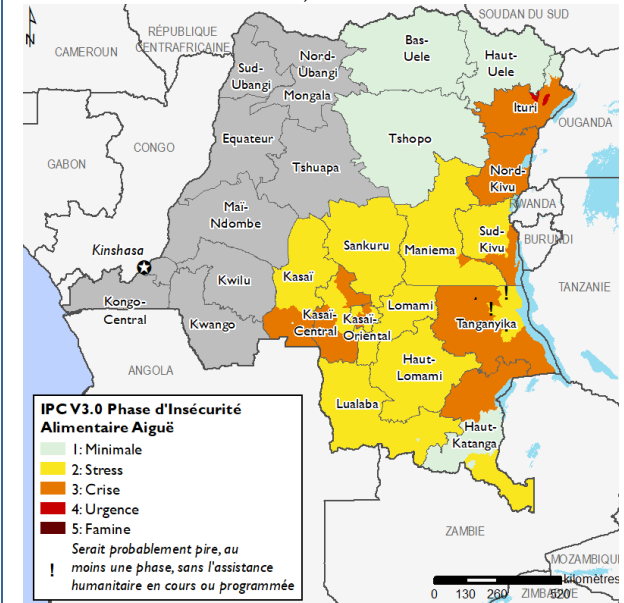


Saison agricole A marquée par une pluviométrie normale et une participation en baisse

MESSAGES CLÉS

- La saison agricole A qui a démarré à temps dans la partie est du pays bénéficie d’une pluviométrie normale mais évolue dans un contexte de faible participation des ménages en lien avec les effets de la pandémie et de l’insécurité sur l’ensemble de la zone. Cette situation présage d’une saison agricole moins performante avec des récoltes attendues inférieures à la normale.
- La propagation de la COVID-19 dans 21 provinces sur les 26 que compte le pays continue d’affecter les moyens d’existence des populations. Depuis la levée de l’état d’urgence sanitaire en août 2020, on observe un allègement des mesures restrictives qui ont débouché par l’ouverture de certaines frontières et la reprise progressive des activités à travers le pays. Selon l’Institut National de Statistiques, on compte cependant encore près de 39 % des chefs de famille qui n’ont pas pu exercer leur activité à la suite des effets de la pandémie sur l’étendue du territoire national.
- En cette période de l’année, malgré la tendance à l’accalmie relative observée dans les provinces de l’Ituri, du Tanganyika et de Maniema, il subsiste de nombreux ménages déplacés qui ont abandonné leurs moyens d’existence. Selon OCHA, durant ce troisième trimestre, on note 92 137 personnes déplacées avec un taux de retour de 42 %. Une situation qui renforce l’hypothèse d’une faible participation à la saison agricole en cours.
- Eu égard de l’accalmie observée dans certains zones de l’est, en cette période de pic de la soudure pour 2020, la situation de la sécurité alimentaire pourra évoluer en Stress (Phase 2 de l’IPC) dans les zones plus stables du nord et du centre comme les provinces du Haut-Uele, Bas-Uele, Tshopo, et une partie de la région du Kasai, tandis que d’autres resteront en situation de Crise (Phase 3 de l’IPC) notamment les territoires d’Irumu dans l’Ituri, Beni, Masisi et Rutshuru dans le Nord-Kivu et Nyunzu, Kabalo et Manono dans le Tanganyika, excepté le territoire de Djugu qui restera en situation d’urgence (Phase 4 de l’IPC)

Sécurité alimentaire courante, octobre 2020



Source: FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l’IPC. Une analyse qui est compatible avec l’IPC suit les principaux protocoles de l’IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

CONTEXTE NATIONAL

Situation actuelle

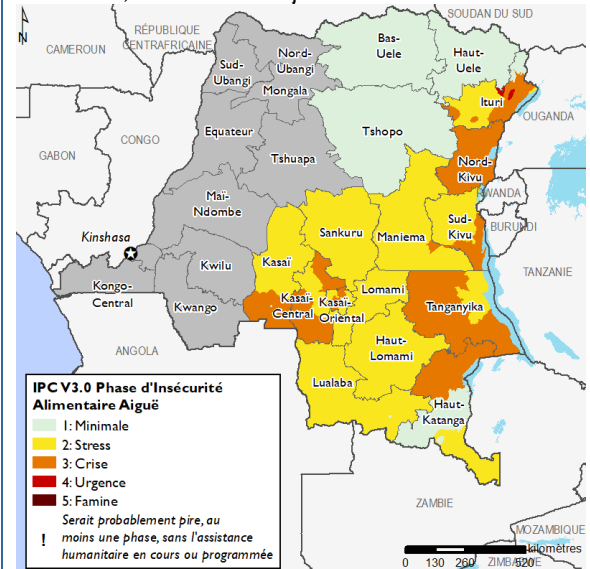
La pandémie de COVID-19 et les autres épidémies : La COVID-19 continue de se propager jour après jour, sur le territoire national. Selon le secrétariat technique du Comité multisectoriel de lutte contre le Covid-19 (CMR), à ce jour, 21 provinces sur les 26 que compte le pays sont touchées. Bien qu'on assiste à une diminution des cas actifs, les services de santé estiment qu'il y a encore de nombreux cas inconnus disséminés dans la communauté. Pour ralentir la propagation du virus, le gouvernement a mis en place une série de mesures, parmi lesquelles la proclamation de l'état d'urgence sanitaire, la disponibilité des tests dans toutes les villes de la RDC en plus de Kinshasa, l'observance des mesures barrière et la fermeture des frontières avec les pays voisins. Avec l'évolution de la situation épidémiologique, les frontières sont à nouveau réouvertes. A ces mesures s'ajoutent l'installation des centres de dépistage dans toutes les provinces de la RDC, le *tracking* des cas et leurs contacts, et enfin l'obligation pour les cas positifs et suspects de se confiner. Cependant, malgré cette ouverture officielle des frontières, les exigences en lien avec les tests obligatoires et payants et la mise en quarantaine de l'autre côté de la frontière représentent un frein conséquent pour les petits commerçants informels transfrontaliers.

Depuis le mois de septembre 2020, on assiste à une évolution positive de la pandémie en RDC avec une diminution des cas, une augmentation des guéris estimés à 90% des cas enregistrés.

En plus de COVID-19, l'épidémie de MVE (Maladie à Virus Ebola) qui avait été déclarée dans la province de l'Equateur à Mbandaka et Bikoro depuis le 31 mai 2020, continue à faire des victimes, Selon le cluster Santé, au total 128 cas (119 confirmés et 9 probables) dont 53 décès (létalité de 41,4 %) ont été enregistrés en date du 10 Octobre. Cette épidémie touche actuellement 42 aires de santé touchées, réparties dans 13 zones de santé. En outre, il conviendra de noter que la RDC depuis près de deux ans, connaît la plus grande épidémie de rougeole au monde, qui a tué plus de 6 600 personnes dans une centaine de zones de santé (1/5 du pays). Depuis janvier 2020, environ 50 000 cas de rougeole ont été officiellement notifiés, et plus de 600 décès enregistrés.

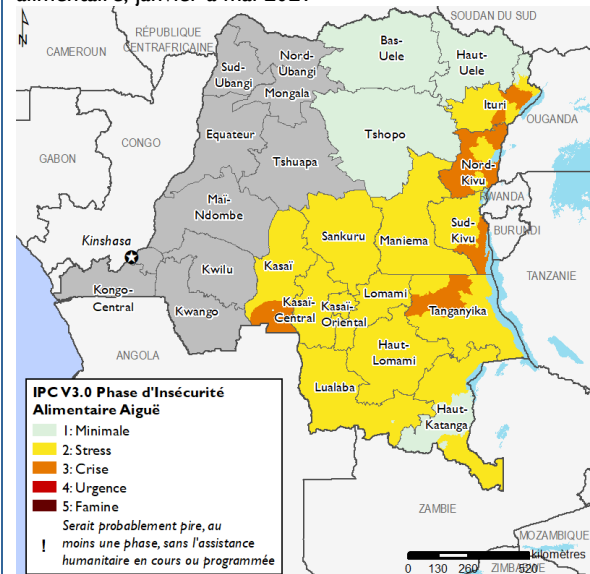
Situation sécuritaire et mouvements des populations : En RDC, la situation sécuritaire reste précaire notamment dans les provinces de l'est. Les affrontements des groupes armés d'une part et les conflits intercommunautaires d'autre part continuent d'occasionner d'importants mouvements de populations. Entre juillet et septembre 2020, les différentes alertes de OCHA (Bureau des Nations Unies pour la coordination des actions humanitaires) font état de plus de 386 283 personnes nouvellement déplacées et 467 688 personnes retournées. Outre les provinces de l'est (Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika, Maniema), d'autres provinces notamment Haut-Katanga, Tshopo, Kasai et le Kasai-Central ont connu des mouvements des populations à la suite de conflits divers. Toutes ces personnes qui se déplacent abandonnent leurs maisons et autres biens pour s'installer dans un nouvel environnement.

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, octobre 2020 à janvier 2021



Source: FEWS NET

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, janvier à mai 2021



Source: FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

Par ailleurs l'instabilité politique dans les pays voisins continue également à produire de nouveaux réfugiés en RDC en provenance du Sud Soudan, du Burundi et de la République Centrafricaine. En date du 30 Juin 2020, le HCR estime à 528 367, le nombre de réfugiés et demandeurs d'asile présents sur le territoire congolais dont un peu plus de la moitié (54%) provient de l'Ouganda et du Burundi. Par ailleurs, à la même date, les derniers chiffres des déplacés font état de 5,5 millions de personnes, avec près de 65 % concentrés dans les 3 provinces du nord-est, l'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu.

Conjoncture économique : Selon le rapport de la Banque Centrale du Congo (BCC) de septembre 2020, la balance commerciale de la RDC à la fin du troisième trimestre 2020, soit fin septembre, affiche un solde positif de 1,9 milliard USD, résultant des exportations évaluées à 8,34 milliards USD et des importations de 6,35 milliards USD, selon les données de la Banque centrale du Congo. Cependant, le volume des échanges commerciaux en 2020 est en baisse par rapport à la même période en 2019 où la balance commerciale était de 138,30 millions USD, résultant des exportations de 11,11 milliards USD et des importations de 10,97 milliards USD. Les réserves de change ont baissé de 12,9 % entre août et septembre 2020. La banque centrale explique la baisse du volume des échanges commerciaux cette année par la baisse des recettes d'exportations, la baisse de la demande mondiale et la contraction de l'activité économique.

Cette situation s'est traduite aussi au niveau des taux de change tant officiel que parallèle. Eu égard de ce qui précède, la situation se projette vers un affaiblissement des conditions macroéconomiques dans les mois à venir à la défaveur du pouvoir d'achat des ménages pauvres.

Situation agro-climatologique : La campagne agricole 2020-2021 a bien démarré sur l'ensemble du pays avec une saison attendue normale dans sa grande partie ; Les prévisions météorologiques montrent une diminution négligeable des pluies par rapport à la normale pendant la période d'octobre à décembre 2020.

Fonctionnement des marchés et prix des denrées : Depuis le début de la pandémie de COVID-19 en RDC, la traversée des personnes depuis les pays voisins est restreinte. Tenant compte de l'importance du commerce transfrontalier informel avec les pays voisins, des milliers de ménages qui dépendent du petit commerce informel entre la RDC et ces pays sont affectés par les conditions de traversée. Ainsi les disponibilités des produits venant de ces pays se font rares sur les marchés locaux, entraînant ainsi une distorsion des prix des produits de provenance extérieure (Ouganda, Kenya, Rwanda, Tanzanie et l'Afrique du sud).

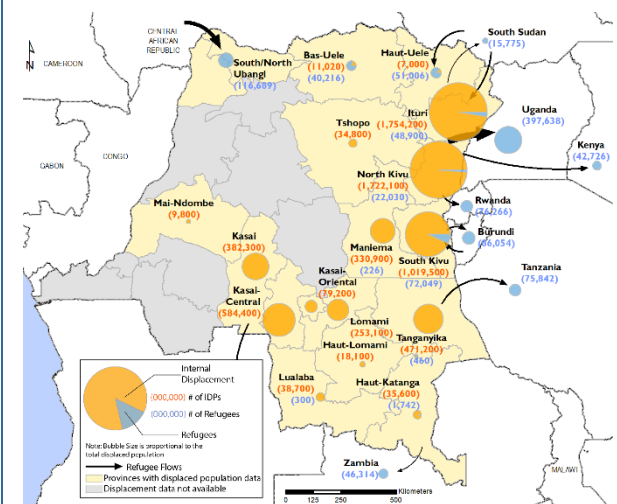
Dans le reste du pays, au niveau des marchés locaux, en cette période qui connaîtra le pic de la soudure, laquelle fait suite à une saison agricole moins performante, la disponibilité sera en baisse devant une demande en hausse dans la mesure où une part importante des ménages dépendant des achats au marché pour s'approvisionner en aliments.

Moyens d'existence : selon la CFSVA (Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis) effectuée par le PAM en 2017, la production vivrière est l'activité de subsistance la plus mentionnée (48,8 %) au niveau national, suivie de l'emploi dans le secteur public et privée (main d'œuvre qualifiée et non qualifiée - 11,5 %). Quant à l'artisanat et le petit commerce, ils occupent respectivement 5,4% et 4,5%. Tous ces secteurs ont été touchés par les effets de la pandémie vu que l'impact de la COVID-19 s'observe principalement sur la baisse de la demande des produits et services fournis par les unités économiques.

Les ménages pauvres et très pauvres qui ont perdu une partie ou la totalité de leur source de revenus doivent s'engager dans des stratégies d'adaptation, comme la diversification des sources de revenus, ou dans des situations plus sévères on observe des stratégies basées sur la consommation alimentaire.

La situation nutritionnelle : La situation nutritionnelle actuelle demeure préoccupante avec des taux de malnutrition de plus en plus élevés par rapport aux dernières années dans les régions qui ont connu récemment l'insécurité, la maladie ou les

Figure I. Carte des mouvements de population, octobre 2020



Source : FEWS NET/UNHCR/UNOCHA

catastrophes naturelles. Les récentes enquêtes nutritionnelles SMART (poids/taille) effectuées dans sept zones de santé en 2020 ont toutes révélé des taux de malnutrition aiguë globale (MAG) supérieurs au seuil d'alerte (10 %) notamment dans les zones de santé de Minembwe au Sud-Kivu, Manono et Ankoro dans le Tanganyika, Basankusu à l'Equateur, et Bukama dans le Haut-Lomami, et parfois au-delà du seuil d'urgence (15 %) dans les zones de santé de Kamina, et Bikoro. Quant à la prévalence de la malnutrition chronique (taille/âge), elle dépasse le seuil critique de 40 % dans toutes les zones de santé enquêtées.

Situation actuelle de la sécurité alimentaire : Le mois d'octobre en cours coïncide avec le pic de la période de soudure, la situation est plus difficile en termes d'accès alimentaire des ménages qui ont vidé leurs faibles stocks de la précédente saison plus tôt que d'habitude notamment dans plusieurs provinces qui connaissent des conflits (Ituri, Tanganyika, Nord-Kivu et Sud-Kivu) ainsi que d'autres provinces post conflits (Kasaï, Kasaï central, Kasaï oriental). Ces ménages, qui dépendent donc principalement du marché pour leur nourriture, ont également vu leurs sources de revenu affectées par les conflits et par les mesures liées à la COVID-19. Le territoire du Djugu en province d'Ituri, une large population déplacée se retrouve en situation de déficits importants de consommation alimentaire par la perte de leurs sources de revenu et de nourriture s'ils ne s'engagent pas dans des stratégies d'adaptation particulièrement négatives. Ces ménages se retrouvent en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC), tandis que les autres zones de conflits et gros déplacement (Sud-Kivu, Nord-Kivu, Tanganyika, Ituri, Kasaï, et Kasaï Central) sont en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC). Les régions plus stables des provinces sont en Stress (Phase 2 de l'IPC) et les provinces du nord restent en Minimal (Phase 1 de l'IPC).

Suppositions

Le scénario le plus probable d'octobre 2020 à mai 2021 est basé sur les hypothèses suivantes au niveau national :

Pandémie de COVID-19 : Prenant en compte l'évolution positive de la pandémie en RDC avec une diminution des nouveaux cas, et une augmentation des guéris estimée à 90% des cas enregistrés, grâce à la disponibilité des tests dans toutes les villes de la RDC en plus de Kinshasa, on s'attend à une reprise progressive des activités au niveau des frontières et des vols internationaux, et dans les court et moyen termes, à une amélioration des échanges et flux commerciaux avec les autres pays de la région. En revanche, l'inobservance des mesures barrières au sein de la communauté fait craindre une nouvelle vague de contamination dans les mois à venir; ce qui pourrait ralentir l'élan d'allègement des mesures restrictives en cours et ainsi limiter l'ouverture de la RDC aux autres pays de la région.

Sécurité et mouvements des populations : Etant donné l'activisme continu des groupes armés, notamment en période post-récolte (décembre-avril) dans la partie est du pays pour se procurer de la nourriture, les provinces de l'Ituri, du Nord Kivu, du Sud Kivu et de Tanganyika pourraient connaître de nouveaux déplacements de population qui déstabiliseraient les prévisions des ménages et occasionneraient une baisse globale des stocks disponibles. Dans les territoires de Fizi au Sud-Kivu et de Masisi, Rutshuru, Walikale, Beni dans le Nord-Kivu, l'activisme sans précédent et la naissance des groupes armés observés depuis quelques mois, et appartenant à chacune des communautés de ce territoire, fera face à une offensive des forces armées de la RDC (FARDC) avec pour mission de rétablir l'ordre dans ces parties du territoire national. À l'issue des affrontements, on peut s'attendre à de nouveaux mouvements de population fuyant les combats pour se mettre à l'abri abandonnant ainsi tous les efforts engagés pour la saison agricole en cours. Cette situation présage d'un scénario détérioré dans les 6 mois à venir dans ces zones considérées comme les greniers du Nord-Kivu et du Sud Kivu.

Conditions agro climatologiques : Les prévisions de précipitations de North American Multi-Model Ensemble (NMME) et de Southern African Climate Outlook Forum (SARCOF) indiquent en RDC une probabilité plus élevée de précipitations normales à inférieures à la normale entre octobre et décembre 2020, correspondant à la période culturale de la saison A dans le nord-est et centre-est. Pour la période de janvier à mars 2021, les prévisions du NMME concernent la « climatologie », avec des niveaux d'incertitude plus élevés. Dans ce scénario, à des fins de planification, nous allons considérer comme « normal », le scénario le plus probable dans la période susmentionnée.

Compte tenu des attentes quasi normales à inférieures à la normale pour certaines régions de la RDC (Tanganyika, sud de la région des Kasaï, et l'extrême nord-est de l'Ituri), on s'attend à un début normal de pluies, avec un potentiel d'apparition irrégulière dans certaines des régions du centre au sud. Toutes ces conditions agro climatiques favoriseraient une reprise normale des activités agricoles en lien avec le calendrier saisonnier existant.

Conjoncture économique : Tenant compte de l'environnement économique de la RDC en cette période de la pandémie marquée essentiellement par une baisse de la production des différents produits miniers et agricoles, associée à la baisse des

réserve dans les coffres de la BCC, on pourrait s'attendre à un affaiblissement de la situation macroéconomique de la RDC à laquelle s'ajoutera la dépréciation du taux de change sur l'ensemble de la période de scénario.

Imports et exports des denrées de base : Face à un environnement macroéconomique affaibli en RDC, l'importation des denrées de base se fera augmentant dans la mesure où leurs prix sont généralement bien inférieurs à ceux produits localement. On pourrait ainsi s'attendre dans les prochains mois, à des fortes incitations au commerce extérieur avec l'Ouganda, le Rwanda, le Kenya, la Zambie, la Tanzanie dans la partie est de la RDC.

Pouvoir d'achat des ménages : Malgré l'instabilité monétaire et la récession économique à la suite de la pandémie de COVID-19 qui ont réduit d'environ 30 % le pouvoir d'achat de la majorité des ménages agricoles du pays, selon l'INS (Institut national des statistiques) limitant ainsi leur capacité d'accès aux denrées alimentaires et produits essentiels de base, le faible niveau de la demande pourrait, dans le moyen terme, maintenir leurs prix plus ou moins stables dans les mois à venir. Par ailleurs, les ménages ayant perdu leur emploi de suite des mesures de confinement, pourraient toujours faire face à un pouvoir d'achat faible.

Travaux temporaires journaliers : Avec la baisse du chiffre d'affaires des unités économiques, soit 47,3 % par rapport à 2019, selon l'enquête INS de juillet 2020, à la suite des mesures gouvernementales de lutte contre la pandémie, il est probable que les mois à venir soient de plus en plus difficiles en termes de possibilité de travail, malgré la levée de la situation d'urgence et la reprise des activités commerciales de certaines petites et moyennes entreprises qui nécessitent.

Situation humanitaire : Malgré une présence importante des activités humanitaires durant l'année 2020, on s'attend à un niveau d'assistance inférieur aux besoins, ce qui pourrait occasionner des distributions de demi-rations au lieu de rations complètes prévues. En effet, on note une diminution des ressources des pays donateurs qui connaissent une récession économique en lien avec COVID-19. Ainsi, la révision du plan d'action humanitaire effectuée au mois de juin dernier par OCHA et ses partenaires a fait état d'une augmentation des personnes en besoin d'assistance humanitaire passant de 15,6 millions à 25,6 millions (soit 64 pourcents en plus) ; les besoins humanitaires qui étaient estimés à 1,8 milliards sont passés à 2,1 milliards de dollars américains. A ce jour, le cluster sécurité alimentaire estime à 10 % les besoins couverts en termes d'assistance alimentaire.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire :

Octobre 2020 à janvier 2021 : Durant cette première période de scénario, on connaîtra le pic de la soudure dans ses deux premiers mois (octobre-novembre). Les ménages pauvres dépendront essentiellement des achats au marché, dans un contexte général de baisse de revenus en lien avec les effets de COVID 19. On pourra donc s'attendre à une détérioration de la consommation alimentaire des ménages qui commenceront à faire usage des stratégies d'adaptation liées à la consommation alimentaire. Cette première période sera atténuée par les deux mois suivants (décembre/Janvier), marqués par les récoltes vertes de décembre 2020 et finalement les grandes récoltes de la saison A. Les provinces stables du nord (Haut-Uele, Bas-Uele, Tshopo) seront en phase minimale (Phase 1 de l'IPC) tandis que les provinces du centre-est, notamment le Sankuru, la Lomami, une partie du Maniema, et une partie du Kasai seront en Stress (Phase 2 de l'IPC), une bonne partie du Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Maniema, le Nord du Haut, évolueront en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC).

Février à mai 2021 : La première moitié de cette seconde période de scénario (février/mars) sera marquée par les grandes récoltes de la saison A. on peut s'attendre à une amélioration de la disponibilité alimentaire sur les marchés locaux. Les ménages agricoles pourront consommer leur propre production et améliorer ainsi leur consommation alimentaire. Malgré cette disponibilité sur les marchés locaux, qui ne durera pas longtemps du fait des faibles surfaces emblavées dans les zones de conflit, on pourra s'attendre à un épuisement des stocks plus rapide que d'habitude (un mois plus tôt). Cette période connaîtra aussi le démarrage de la saison agricole B et le pic de la petite soudure en saison B qui s'étale de mars à juin de l'année. Avec les faibles niveaux des récoltes attendues en saison A, certaines zones pourraient rester en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) comme le Kasai, l'Ituri, le Sud-Kivu et le Tanganyika. Cependant les provinces de Lomami, Sankuru, Kasai oriental seront en Stress (Phase 2 de l'IPC). Les provinces de Haut-Uele, Bas-Uélé, Tshopo et une partie du Maniema globalement stables seront en situation Minimale (Phase 1 de l'IPC).

Événements qui pourraient changer le scénario :

Événements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable au niveau national.

Zones	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Les provinces frontalières des pays voisins	Levée de mesures de restriction imposées pour lutter contre la propagation de la pandémie de COVID-19 au niveau national.	Reprise normale des activités agricoles et des échanges transfrontaliers avec pour effets une amélioration de la disponibilité alimentaire dans le pays et un nombre réduit des populations en crise (phase 3 de l'IPC).
Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika, Maniema	Evolution positive de la situation sécuritaire, arrêt des conflits, reddition des groupes armés et retour des populations déplacés dans leurs milieux.	Accès aux terres cultivables et autres moyens d'existence et amélioration de la production agricole. Cette situation pourrait faciliter l'accès aux aliments et ainsi réduire le nombre de personnes en phase de Crise.
Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika, Maniema, Kasai	Réhabilitation des routes de desserte agricole.	Amélioration des échanges internes et des disponibilités des denrées sur les marchés locaux. Cela favoriserait aussi l'intégration des marchés locaux.
	Irrégularité des pluies en pleine saison culturale.	L'excès ou la carence et le retard des pluies impacterait le cycle végétatif et finalement la production agricole de la saison A et exacerberait les dégâts des inondations.

ZONES DE PREOCCUPATION***Territoire de Djugu en Ituri-Zone de moyens d'existence CD14 (Agriculture des hautes terres du nord-est)****Situation actuelle*

Situation sécuritaire et mouvements des populations : La province de l'Ituri connaît actuellement l'activisme de plusieurs groupes armés dont les plus importants sont notamment CODECO, FRPI, Tchini ya Kilima, ADF – NALU, les Mai-mai, le groupe d'autodéfense « Zaïre », etc. Depuis 2018, ces groupes armes commettent de destruction des structures socio-économiques de base et les pillages perpétrés par les parties engagées dans le conflit inter communautaire qui touche la zone

Selon une dépêche de OCHA du mois de mai 2020, on estime à plus 633 357 personnes nouvellement déplacées dans la province de l'Ituri de janvier à août 2020 sur un total 7,75 millions de personnes déplacées que compte la province actuellement. En outre, la province compterait environs 152 000 personnes retournées.

Actuellement, on note une expansion du conflit sur le territoire de Mahagi et des déplacements vers Aru. La plupart des personnes déplacées vivent en familles d'accueil, dont les membres sont essentiellement des retournés, ne disposant pas de moyens suffisants pour la prise en charge de ces personnes déplacées. Cependant, depuis le début de juillet 2020, à la suite de la mission des bons offices menée par les anciens seigneurs de guerre sur demande du Président de la République, on note une accalmie dans certaines zones, ce qui encourage le mouvement de retour principalement dans le territoire de Djugu et Mahagi. Dans le territoire de Mahagi par exemple, une mission d'évaluation des humanitaires effectuée en fin août dernier a fait état de 88 425 personnes retournées à partir du mois de mai 2020.

Restrictions en lien avec COVID-19 : La pandémie qui avait commencé en territoire d'Irumu s'est répandue sur la ville de Bunia. On compte déjà 112 cas relevés et 6 décès pour la fin du mois d'août 2020. Les frontières ont été fermées entre avril et août et des entités de l'Ituri ont été mises en isolement. La province a été ainsi coupée de l'Ouganda. Des milliers de ménages qui vivaient des activités informelles comme la pêche au lac Albert et les échanges au niveau des deux principaux points frontaliers (Mahagi et Aru) ont perdu leurs sources de revenu en cette période.

Actuellement, malgré l'ouverture officielle des frontières avec l'Ouganda, les exigences en lien avec les tests obligatoires et payants et la mise en quarantaine de l'autre côté de la frontière n'encouragent pas ces petits exploitants à franchir la frontière.

Saison agricole : Selon l'inspection provinciale de l'Agriculture, les dernières campagnes agricoles 2019 saisons A (récolte janvier à mars 2019) et B (récolte juin à août 2019) dans la province de l'Ituri ont été les moins performantes des trois dernières années. Cette faible performance est en partie due aux retards des pluies au cours des saisons agricoles mais aussi et surtout par une limitation d'accès aux champs par les ménages agriculteurs. La production du maïs et celle de haricot ont baissé en 2019 respectivement de 12 % et 4,4 % comparativement à l'année 2018 ; cette situation est donc consécutive à l'insécurité qui s'était accrue dans les territoires d'Irumu, Djugu et Mahagi poussant des milliers des personnes à se déplacer et à abandonner les activités agricoles. Ceci représente une perte de revenus dans la mesure où la vente de denrées agricoles représente une part importante du revenu des ménages pauvres.

Tenant compte de la présence des groupes armés et des exactions commises par ceux-ci, environ 105 560 ménages se sont déplacés durant la dernière saison agricole ; le nombre des ménages s'occupant de l'agriculture a sensiblement diminué dans la province de l'Ituri et la production agricole déjà inférieure à la moyenne a connu un recul pendant la campagne 2020. Selon le résultat du EFSA réalisée par le PAM en juillet 2020, dans la province de l'Ituri les stocks issus des récoltes des saisons agricoles A et B 2020 ont été les plus faibles et ne pourront couvrir que 2 mois de besoins alimentaires des ménages. La disponibilité en denrées issues de la production et des stocks reportés est plus basse que la normale en raison de la faible production induite par les conflits (janvier-juin 2020). En moyenne 33 % des ménages déplacés ont raté deux saisons agricoles (A et B 2020) dans les territoires de Djugu et Mahagi considérés comme grainiers de la province de l'Ituri. Les disponibilités alimentaires sont insuffisantes

Invasion des prédateurs : Au courant de la saison agricole passée, la province de l'Ituri a enregistré l'invasion de 2 types de criquets. Il s'agit de criquets migrateurs (*Schistocerca gregaria*) venus de l'Ouganda depuis février 2020 à la suite d'une pluie intense accompagnée des vents violents. Cependant, les conditions climatiques de la zone n'ont pas offert asile à ces criquets qui finalement n'ont pas fait des dégâts importants sur les cultures.

Les criquets puants (*Zonocerus variegatus*) qui pullulent dans les provinces de l'Ituri et du Haut Uele et font beaucoup de dégâts essentiellement sur la culture de manioc nécessitant une intervention de grande ampleur pour les éradiquer. Selon le rapport d'une mission conjointe des humanitaires dans cette zone, ces criquets avaient détruit 895 Ha de cultures agricoles et affecté directement 510 ménages (environ 2550 personnes) dans 3 chefferies situées à l'est du territoire de Aru, à la frontière avec l'Ouganda.

Activités minières : L'exploitation minière n'est plus une source importante de revenus dans la province d'Ituri depuis la fermeture de Kilo Moto et la recherche de nouvelles opportunités minières a été découragée par le conflit.

Elevage : Il n'est plus une source importante de revenus dans la province d'Ituri, à la suite des pertes importantes d'animaux depuis 2010 et aux foyers de maladie qui ont tué de nombreux animaux restants. Les services vétérinaires restent limités en raison de l'insécurité.

Production halieutique au lac Albert : La pêche a également été affectée de manière significative par les conflits. En outre, la mauvaise gestion des pêches dans le lac Albert a réduit les rendements de pêche pour ceux qui peuvent encore pêcher dans le lac malgré l'insécurité. La conséquence est la réduction du rendement de la pêche qui est passé de 40 kg/berge/jour en 2012 à environ 6 kg/berge/jour actuellement. Face à cette situation, les pêcheurs se fauillent dans les eaux du territoire ougandais où les poissons sont encore disponibles. Malheureusement, ceux qui traversent frauduleusement la frontière lacustre ougandaise courent le risque d'être appréhendés par les autorités ougandaises.

Fonctionnement des marchés et prix des denrées : Selon le rapport EFSA du PAM du mois de juillet 2020, près d'un tiers des ménages dépendait du marché pour s'approvisionner en aliments. L'offre du marché est impactée par la détérioration avancée des routes de desserte agricole due à l'érosion pluviale limitant toute évacuation de la production vers les centres de consommation. A cela s'ajoutent les conflits interethniques prolongés qui ne permettent pas à toutes les ethnies de fréquenter tous les marchés de la région. Cette situation justifie d'une part la volatilité des prix des autres denrées de base et d'autre part la stabilité voire la baisse du prix du manioc qui est produit localement dans la zone périurbaine de Bunia, non assujettie aux difficultés d'évacuation énumérées ci-haut. Selon le cluster de Sécurité alimentaire, l'accès physique et

financier aux marchés reste difficile pour les ménages retournés et déplacés mais également pour les ménages hôtes agricoles pauvres qui vivent seulement de l'agriculture.

Maladies et épidémies : La fin de l'épidémie à virus Ebola dans cette zone a été déclarée au mois de mai dernier mais les populations sont restées vulnérables à la suite des restrictions et à l'isolement imposé pour lutter contre la propagation de cette épidémie. Des nombreux ménages agricoles avaient ainsi raté plus de deux saisons agricoles. Cette situation a eu une incidence sur les moyens d'existence de milliers des ménages qui ont été isolés pendant des mois et ceux qui avaient perdu des personnes pourvoyeuses de ressources.

Assistance humanitaire : À la suite de l'insécurité grandissante, les activités humanitaires qui étaient suspendues dans les zones de conflits (territoire de Djugu, Mahagi et Irumu) durant plus de 2 mois (mai, juin) sont en train de reprendre progressivement.

Néanmoins, selon le Dashboard du cluster sécurité alimentaire, de janvier à juin 2020, les acteurs humanitaires ont distribué l'assistance alimentaire à environ 502 019 personnes dans la province de l'Ituri et 283 577 personnes ont reçues du cash dans le cadre d'assistance alimentaire sur une population totale de plus de 4 millions d'habitants. Le PAM poursuivra ses distributions jusqu' en décembre pour une moyenne de 150 000 mt de vivres mensuellement dans cette zone.

Résultats actuels de la sécurité alimentaire : Avec les perturbations à la frontière ougandaise, la disponibilité alimentaire et d'autres produits de base est inférieure à la normale. Malgré l'assistance, un nombre important de ménages déplacés ont perdu leurs moyens d'existence, notamment agricoles, et se retrouvent avec des sources de revenus réduites et une forte dépendance au marché à cause des conflits. Ces ménages se retrouvent contraints de s'engager dans des stratégies d'adaptation négatives telles que la vente des actifs productifs, la diversification des activités voire des stratégies basées sur la consommation alimentaire. pouvant mener à des déficits de consommation alimentaire importants, et se retrouvent en situation d'urgence (Phase 4 de l'IPC).

Suppositions

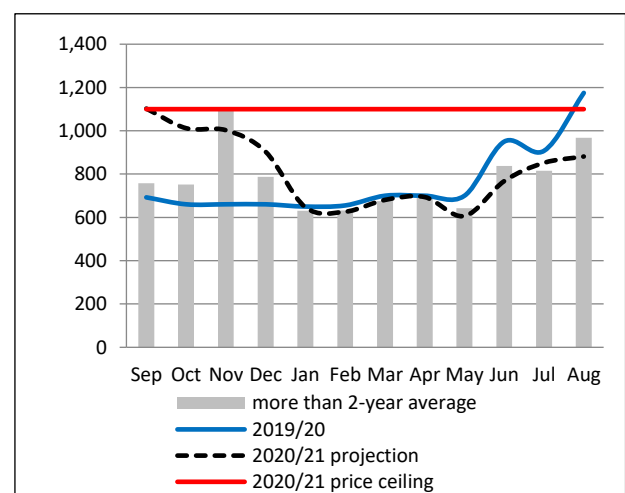
Le scénario le plus probable d'octobre 2020 à mai 2021 est basé sur les hypothèses suivantes

Mouvements des populations : Avec les dissensions actuelles au sein des différents groupes armés, notamment le CODECO très présent dans la sphère de l'Ituri, on pourrait s'attendre à une augmentation de l'intensité des violences des milices contre les populations civiles, durant toute la période de projection qui occasionnerait une amplification des mouvements des populations. Cette situation vécue depuis la dernière campagne, continuera à limiter l'accès des populations aux ressources de production notamment la terre et aux autres facteurs de production.

Production agricole : Compte tenu de la poursuite des violences, on ne devrait pas observer une réduction des mouvements de population dans les mois à venir, ceci pourrait à nouveau restreindre les surfaces emblavées pour la prochaine saison dans ce territoire, grenier de la province de l'Ituri.

Fonctionnement des marchés et prix des denrées : Tenant compte des restrictions frontalières en vigueur, en lien avec la pandémie de COVID-19, les chaînes d'approvisionnement devraient continuer à fonctionner mais à des niveaux inférieurs à la normale. Les chaînes d'approvisionnement locales et régionales seront confrontées aux violences causées par les groupes armés actifs sur les routes de l'Ituri et pourront entraîner une certaine volatilité des prix et des pénuries occasionnelles d'approvisionnement sur les marchés locaux en ce qui concerne les denrées de base importées, plus marquées en cette première période de scénario qui correspond à la période de soudure.

Figure 3. Prix observés et projetés de la farine de manioc, CDF/kg, Bunia, RDC, septembre 2020 à août 2021



Source : FEWS NET

Tenant compte de l'intensité croissante des conflits dans les zones de provenance (Djugu, Irrume et Mahagi), il y a lieu de craindre une perturbation importante du fonctionnement du marché de Bunia, avec des prix alimentaires qui seront de plus en plus élevés, notamment pour les produits importés (farine de maïs, farine de blé,). En revanche, le manioc qui est produit dans la zone périurbaine de Bunia, non assujetti aux contraintes d'évacuation des produits et de saisons (car cultivé toute l'année), continuera à renflouer le marché local et son prix pourra baisser en cette période pour se stabiliser ensuite pendant les grandes récoltes, période au cours de laquelle les cultivateurs sont orientés vers la récolte des vivriers de la saison.

Le prix des principales denrées alimentaires connaît une augmentation sur toute l'étendue de la province surtout celui de haricot, principal aliment des ménages dans cette zone. Selon une évaluation rapide multisectorielle organisée par OCHA et ses partenaires au marché de Ndrele dans le territoire de Mahagi, le prix des denrées alimentaires aurait presque doublé par rapport à la même période des années antérieures

Situation nutritionnelle: Prenant en compte les résultats du dernier rapport de dépistage par MUAC effectué dans le territoire de Djugu, au mois de novembre 2019, lequel avait révélé que la situation nutritionnelle dans cette entité est déjà préoccupante avec une malnutrition aiguë sévère (MAS) estimée à 7 % et une malnutrition modérée (MAM) à 15 %, ainsi que la faible disponibilité alimentaire dans la zone et l'accès limité des ménages aux aliments essentiels, on pourrait s'attendre à une situation nutritionnelle précaire qui resterait préoccupante au cours de la période de scénario.

Assistance humanitaire : À Djugu, avec le retrait de certains acteurs humanitaires durant les six derniers mois à cause des conflits, on s'attendrait à un niveau d'assistance inférieur aux besoins, ce qui pourrait occasionner des distributions réduites. Le PAM notamment, principal pourvoyeur de l'assistance alimentaire dans cette zone pourrait connaître un ralentissement dans ses opérations.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Octobre 2020 à janvier 2021 : L'abandon de l'agriculture et d'autres moyens d'existence pendant les deux dernières campagnes agricoles du fait de l'insécurité et des exactions continues des groupes armés sur les populations a réduit considérablement les sources de revenu et de nourriture des ménages dans la zone en crise. Une bonne proportion de la population de Djugu présente dans les sites de déplacés et auprès de familles d'accueil dans le territoire de Mahagi fera usage des stratégies d'adaptation négatives tandis que d'autres pourra compter sur une assistance alimentaire limitée du fait de l'accessibilité limitée dans les zones de conflits. A cela s'ajoutent les mesures restrictives en lien avec COVID-19 qui ont aussi privé certains ménages de leurs sources de revenus. Cette situation, conjuguée à une production déjà inférieure à la normale dans cette région touchée par l'insécurité et un grand mouvement de déplacements présage des difficultés à court et moyen termes dans l'accès alimentaire des ménages.

Les ménages dépendront des achats au marché pour s'approvisionner dans un contexte de faible pouvoir d'achat. On s'attendra alors à une détérioration de la consommation alimentaire

Certaines localités situées sur le littoral du lac Albert en territoire de Djugu qui sont régulièrement victimes des attaques de ces groupes armés notamment les zones de santé de Drodoro, Rethy, Mangala, Fataki, Liba, Jinga, et Lita seront en situation de crise (Phase 3 de l'IPC) jusqu'en janvier 2021. Il en sera de même des territoires de Mahagi, Irumu et Mambasa à la suite des effets collatéraux de la situation de Djugu qui va demeurer en urgence (Phase 4 de l'IPC) durant cette période de soudure qui va d'octobre à décembre 2020 ; Cependant, le territoire de Aru jusque-là épargné par les violences depuis plus de 5 ans pourra rester en phase de Stress (Phase 2 IPC).

Février à mai 2021 : Depuis juin 2020, on a assisté à une diminution des violences dans les territoires de Djugu et Mahagi et des milliers des ménages sont retournés dans leurs milieux respectifs. La plupart de ces ménages ainsi retournés ont repris l'agriculture au début de la saison agricole A en cours et pourront bénéficier de la production de décembre-janvier. Ainsi, la situation ne devrait pas se détériorer davantage dans les territoires de Djugu, Mahagi et Irumu qui pourront rester en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) notamment les populations des localités situées sur le littoral du lac Albert (zones de santé de Drodoro, Rethy, Mangala, Fataki, Liba, Jinga, et Lita). Le territoire de Mambasa qui bénéficie d'une accalmie relative pourrait évoluer en phase de Stress (Phase 2 de l'IPC) pendant cette période de production agricole, ainsi que le territoire de Aru .

Evènements qui pourraient changer le scénario

Zones	Evénements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Territoire de Djugu	Amélioration de la situation sécuritaire,	En l'absence des conflits et des atrocités des groupes armés, les agriculteurs en déplacement pourront à nouveau accéder à leurs moyens d'existence et les éleveurs rapatrier leurs troupeaux.
	Respect des périodes de Fermeture de la pêche sur le Lac Albert.	Dans la mesure où la pêche serait bien règlementée et que les périodes de fermeture respectées, on pourrait s'attendre à une activité normale de reproduction des poissons et avoir des captures normales en période d'ouverture de pêche
	Exacerbation du conflit Politique qui existe entre L'assemblée provinciale et le gouvernement provinciale.	Cette situation pourrait aboutir à un éclatement général de conflit ethnique et la détérioration de la situation sécuritaire et une prolifération des groupes armés et augmenterait les mouvements des populations.
Ituri	Entente entre communautés en conflits, fin des attaques des miliciens contre les populations et retour des populations dans leurs milieux.	Ceci pourrait permettre l'accès aux terres cultivables et autres moyens d'existence par les populations et ainsi amélioration de la production agricole dans la zone, reprise de la pêche normale sur le lac Edouard et la disponibilité des aliments sur les marchés. A cet effet, on pourra assister à une disponibilité et accessibilité facile aux aliments et à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages

Le Territoire de Beni dans le Nord Kivu- Zone des moyens d'existence CD09 (Montagne agropastorale)*Situation actuelle*

Le rapport EFSA du PAM de juin 2020 indique que le secteur agricole est le principal pourvoyeur d'emplois dans ce territoire. En effet, ce secteur fournit les moyens d'existence à la majorité de ménages (87,3 %), Une proportion de la population (20 %) pratique l'élevage du gros ou du petit bétail ; Le cacao et café sont deux des principales filières porteuses. Cependant, ce secteur a été mis en difficulté à la suite des mesures de restriction imposées dans le cadre de lutte contre la pandémie de COVID-19. Les emplois dans l'administration publique sont très faibles (4,8 %), de même que ceux dans les entreprises publiques, les associations et le privé formel (respectivement 1,2 %, 0,8 % et 0,1 %). Ceux qui travaillent dans l'informel non agricole sont tournés essentiellement vers le commerce de détail. Enfin, la majorité des employés dans l'administration publique travaille dans l'enseignement et le secteur privé.

Situation sécuritaire et mouvements des populations : Depuis le mois d'août 2014, le groupe ADF-NALU (Allied Democratic Forces - National Army for the Liberation of Uganda) a été observé dans le territoire de Beni, notamment vers la partie est de Oicha, d'abord, puis, plus tard, en ville de Beni dont les communes de Ruwenzori et de Bewu étaient les plus touchées avant de se généraliser sur l'ensemble du territoire de Beni et vers une partie de la province de l'Ituri, notamment en territoire de Mambasa.

Les éléments de ce mouvement rebelle sèment une terreur sans précédent, notamment des massacres de populations civiles. A partir de février 2020, les violences se sont concentrées dans le secteur Halungupa. Selon la société civile locale, plus de 85 personnes ont été massacrées dans ce territoire durant la période du 25 mai au 31 août, et plus de 824 personnes depuis octobre 2019. Au cours de cette année, les actes de violences ont sensiblement augmenté à la suite de reprises des hostilités des FARDC appuyées par la MONUSCO contre les miliciens ADF-NALU.

Cette situation a causé le déplacement de plusieurs membres de la communauté vers des zones qui offrent un minimum de garantie sécuritaire mais la plupart se sont dirigés vers Beni ville et les localités de Mutwanga et Bulongo dont les principales vagues sont notamment :

- Quelques 1 497 ménages déplacés (soit 10 450 personnes) sont arrivés entre le 21 et 22 septembre 2020 dans la commune rurale de Mangina dans la zone de Santé de Mabalako, en provenance des villages Musuku, Mandumbi et Mbau. Ils ont fui les attaques des individus armés présumés ADF NALU à Mbau en date du 20 septembre 2020 qui avait occasionné la mort de plus de 13 civils, ainsi que l'attaque de Musuku du 21 septembre 2020 qui avait abouti au pillage et incident du centre de Santé, meurtre de 3 civils, ainsi que l'enlèvement de dizaines des personnes.
- Le 28 septembre 2020, quelques 2 252 ménages sont arrivés à Eringeti, en provenance de la partie est et nord-est de la même zone de Santé et même de la province de l'Ituri, fouillant les violences armées des présumés ADF dans les villages : Mukondi, Kambi ya Chuhi, Kainama, et Kakuka Bwakadi du Nord Kivu, ainsi que les villages Bwakadi et Belu voisins de Kainama mais se trouvant en province de l'Ituri. Parmi ces déplacés, plus de 30 enfants séparés, et environs 5 000 Pygmées.

Ces mouvements de population provoquent l'abandon des moyens d'existence et l'insécurité limite l'accès aux zones rurales. Au-delà de la ville de Beni, les différentes alertes sur les mouvements de population reçus par OCHA depuis janvier jusqu'à août 2020 font état de plus de 18 840 personnes déplacées dans ce territoire. Ces conflits armés dans le territoire de Beni ont conduit à un dérèglement socio-économique qui a touché les principaux moyens d'existence. Les populations déplacées ne peuvent plus pratiquer l'agriculture ni procéder aux récoltes et subissent la perte de leur stock potentiel.

Restrictions en lien avec COVID-19 : Comme les autres entités du pays, le territoire de Beni a été aussi victime des mesures drastiques prises par le gouvernement, entre avril et août 2020, afin d'éviter une contamination à grande échelle. Les frontières avec l'Ouganda voisin ont été fermées à la circulation des personnes ; des milliers de ménages qui vivaient des activités informelles au niveau des frontières ont directement perdus leurs moyens d'existence. Du côté ougandais, les frontières restent fermées à tout passage des personnes ; Seules les marchandises sont autorisées à passer, réduisant les flux commerciaux parce que les activités informelles et les petits commerçants qui faisaient leurs affaires entre ces pays sont toujours interdits *de facto*.

Saison agricole : Le calendrier agricole du territoire de Beni connaît deux saisons agricoles, la saison A va de mi-septembre à mi-janvier, tandis que la saison B s'étend de mi-mars à juin, avec une petite saison intermédiaire de mi-juin à mi-septembre exclusivement consacrée aux cultures maraichères. Actuellement les ménages agricoles de la zone procèdent au semis des principaux vivriers comme le maïs et le haricot. Les catastrophes naturelles qui se sont produites en plein cycle cultural en avril 2020 à un mois du début des récoltes de la saison B ont entraîné des pertes de dizaines d'hectares de terres emblavées sous le fait des inondations. Selon le rapport d'une mission conjointe NRC (Norwegian Refugee Council) et du Cluster Protection effectuée en juin 2020, environ 900 ménages ont été touchés par ces inondations avec quelques 40 hectares de cultures détruits.

La production agricole du territoire de Beni, jadis zone de surplus, est actuellement déficitaire ; Selon l'inspection provinciale de l'Agriculture, la production agricole ne fait que baisser depuis 2015 en comparaison aux années antérieures. Selon son rapport pour la campagne agricole (campagnes A + B), la superficie totale emblavée au Nord Kivu et particulièrement à Beni et le nombre des ménages agricoles ont diminué de 30% et 49% respectivement. Cette faible performance des dernières années est principalement causée par l'abandon des champs à la suite des déplacements de population et par l'insécurité dans les champs avec une population.

L'élevage : a été sérieusement affecté par ce conflit et les exactions multiples des groupes armés dans ces territoires. Plusieurs têtes de bétail ont été pillés, d'autres animaux sont morts des maladies comme la peste porcine africaine, le rouget, la pseudo peste aviaire comme il n'y avait pas possibilités aux vétérinaires d'accéder à la zone à cause des conflits ; selon l'inspection provinciale de l'agriculture pêche et élevage, le territoire de Beni compte actuellement environs 26 900 têtes de Bovins et 83 005 têtes de caprins alors que en 2015, le territoire en comptait presque le double.

Catastrophes naturelles (inondations et glissements de terrain) : En mai 2020, des pluies diluviennes se sont abattues sur l'ensemble du territoire de Beni, zone de Santé de Mutwanga, occasionnant la crue des rivières. Plus de 40 000 habitants ont été directement touchés par les inondations selon une évaluation par l'organisation Medair. Les sinistrés sont des habitants de plusieurs localités de Nzenga, Lume, Masambo, Muramba, Mumbiri et Lubiraha ; Selon un rapport du secteur de Rwenzori, au total, plus de 386 maisons ont été détruites et 810 champs de cultures vivrières ont été inondées par les eaux provenant de la rivière Betau; les routes de desserte agricole ont connu des éboulements et 8 ponts ont été endommagés sur le tronçon Nzenga-Masambo.

Fonctionnement des marchés et prix alimentaires : Le territoire de Beni se trouve à la frontière entre la RDC et l'Ouganda et les échanges informels avec l'Ouganda constitue une part importante de l'économie locale. En Avril 2020, 33% des commerçants déclaraient importer des produits de l'extérieur de la RDC essentiellement de l'Ouganda, selon une enquête réalisée par REACH. En situation normale, les produits comme les bovins, la farine de froment, le poisson, la pomme de terre, la tomate et la farine de maïs proviennent d'ailleurs de ce pays, alors que la RDC fait traverser l'Huile de palme raffinée, les cossettes de manioc, le riz décortiqué et la banane plantain. Durant les 5 dernières années marquées par une crise sécuritaire prolongée à laquelle s'ajoute la pandémie de COVID 19 en 2020, les échanges transfrontaliers informels ont connu une baisse sensible accentuée par la fermeture des frontières pour les commerçants. Par exemple, au niveau du point de sortie de Mpondwe/Kasindi, FEWS NET note de fortes variations dans les échanges informels avec l'Ouganda.

Cette baisse de disponibilité des produits de première nécessité, a entraîné une augmentation des prix des denrées alimentaires sur le marché. Un rapport d'évaluation marché effectué par REACH en avril 2020 confirme que de manière générale, l'impact négatif sur le commerce de Beni des mesures du COVID-19 semble avoir été davantage porté par la demande plutôt que l'offre, d'après les commerçants interrogés au moment de l'enquête. D'ailleurs, 80 % des commerçants interrogés ont indiqué qu'en moyenne, les clients avaient acheté moins de quantité de produits que d'habitude alors que 72 % des commerçants avaient souligné les difficultés d'approvisionnement.

Les autres produits agricoles vendus sur les marchés proviennent essentiellement de la production locale au Nord-Kivu et de l'Ituri voisin.

Par ailleurs, la dépréciation du franc congolais par rapport au dollar américain depuis fin 2016 a eu une incidence négative sur les épargnes des ménages contribuant à leur vulnérabilité économique.

Situation épidémiologique : Le territoire de Beni était l'un des principaux foyers de l'épidémie d'Ebola qui avait fait plus de 3 500 victimes durant plus de 2 années. Cette maladie avait entraîné une morbidité et une mortalité accrue chez les populations vulnérables notamment les enfants, les femmes, les populations vivant dans des zones enclavées avec un faible accès aux soins et les populations affectées par des mouvements de population. La fin de l'épidémie dans cette zone a été déclarée au mois de mai 2020 mais les populations sont restées vulnérables à la suite des restrictions et l'isolement imposé pour lutter contre la propagation de cette épidémie. L'épidémie de rougeole quant à elle continue à faire des victimes, selon le cluster Santé, la semaine 29 : 22 cas notifiés ont été dans quatre zones de Santé. Cette situation a eu des incidences sur les moyens d'existence des milliers des ménages qui ont été isolés pendant des mois et ceux qui avaient perdu des personnes chefs de familles, pourvoyeuses des ressources. Certains ménages avaient pris la décision de migrer vers des zones non affectées par le virus abandonnant leurs ressources locales pour un nouvel environnement de réinsertion.

Situation nutritionnelle : Selon le rapport EFSA-2020, environ 52 % des ménages déclarent n'avoir jamais consommé des aliments riches en fer tandis que la proportion de ménages qui déclarent consommer régulièrement des aliments riches en fer s'élève à 2 % dans le territoire de Beni. La situation nutritionnelle devrait rester préoccupante au cours de la période de scénario dans la zone ciblée. La faible disponibilité alimentaire, la hausse des prix des aliments de base à laquelle s'ajoutent les épidémies récurrentes de rougeole et de choléra dans cette zone pourraient avoir des répercussions importantes sur l'état nutritionnel des populations déjà meurtries par des années de conflits dans ce territoire du Nord-Kivu.

Assistance humanitaire : Selon le Dashboard du cluster Sécurité alimentaire, de janvier à juin 2020, seules 215 610 personnes, notamment les personnes déplacées et autres vulnérables avaient reçu une assistance alimentaire sous forme de cash de la part de l'organisation Solidarités International dans le territoire de Beni alors que 9 492 personnes avaient reçu de l'assistance d'appui à la production agricole sur une population totale d'environ 1,4 millions d'habitants.

Résultats actuels de la sécurité alimentaire : Du fait des restrictions continues à la frontière ougandaise liées à la lutte contre la COVID-19, la disponibilité alimentaire et d'autres produits de base est inférieure à la normale. De nombreux ménages ont par ailleurs vu leurs sources de revenu réduites, parmi lesquels ceux qui dépendent du cacao et du café, dont les prix ont diminué à cause de la faible demande sur le marché international ou les commerçants informels transfrontaliers, qui ne peuvent plus traverser la frontière avec facilité. Un nombre important de ménages se trouve également déplacé à cause des conflits. Ces ménages se retrouvent contraints de s'engager dans des stratégies d'adaptation négatives ou de subir des déficits de consommation alimentaire, et se retrouvent en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) alimentaire, et ce, malgré l'assistance.

Suppositions

Le scénario le plus probable d'octobre 2020 à mai 2021 est basé sur les hypothèses suivantes

Sécurité et mouvements des populations : Etant donné l'activisme continu des groupes armés, notamment ADF-NALU et les différents groupes Mai-Mai présents dans le territoire de Beni en période post-récolte (décembre-avril) pour se procurer de la nourriture, on pourrait s'attendre à des nouveaux déplacements des populations qui déstabiliseraient les prévisions des ménages et occasionneraient une baisse globale des stocks disponibles.

Production agricole : Avec la présence active des groupes armés et des exactions commises par ces derniers sur les populations civiles, les activités agricoles pour cette saison A dans le territoire de Beni se verraient à nouveau perturbées. Cette situation de conflits conduirait à une faible participation des ménages agricoles. L'accès aux semences de qualité, avec la baisse des revenus pour ces ménages constituerait également un défi, notamment dans la première période de scénario. Certains ménages déplacés effectueraient des mouvements pendulaires pour s'occuper des activités agricoles. Ils tenteraient de s'occuper de leur production agricole en se rendant dans leurs champs de façon temporaire. Dans l'ensemble, la production agricole serait en baisse dans cette zone.

Elevage : Les éleveurs ne pourraient plus migrer avec leurs troupeaux dans les moyens plateaux de Beni par crainte des groupes armés.

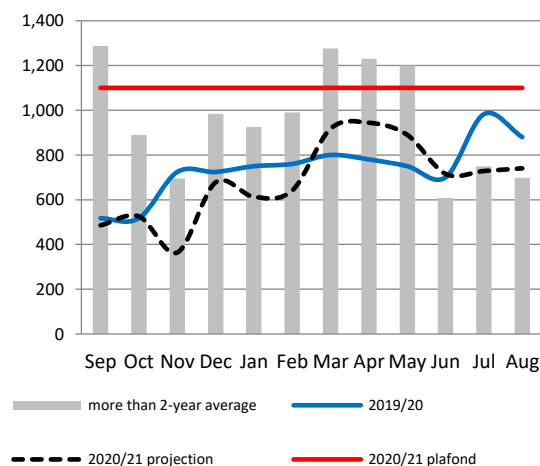
Fonctionnement des marchés et prix des denrées : Tenant compte de l'importance du commerce transfrontalier informel avec l'Ouganda voisin, des milliers de ménages qui dépendent du petit commerce informel entre la RDC et l'Ouganda seraient affectés par la fermeture des frontières. Ainsi la disponibilité pourrait diminuer sur les marchés locaux et entraîner une distorsion des prix des produits de provenance extérieure (Ouganda, Kenya, et autres) comme la farine de maïs et le riz.

On peut donc s'attendre à une hausse du prix de la farine de manioc à partir de novembre 2020 jusqu'en avril 2021, mais avec des valeurs inférieures à la moyenne. À partir de février 2021, les conditions de croissance devraient être normales, la production de manioc devrait augmenter et améliorer la disponibilité sur le marché local.

Etant donné que la ville de Goma étant un centre de consommation, la plupart des produits alimentaires sont disponibles sur les marchés pendant cette période de référence. Avec les restrictions COVID 19, le niveau de disponibilité alimentaire sur le marché est plus bas que d'habitude. Selon le calendrier agricole typique, les grandes récoltes, dans le nord-est du pays, auront lieu en janvier prochain. Cela pourrait encore améliorer la disponibilité des produits alimentaires sur les marchés de Goma. La projection de prix montre que l'évolution des prix de la farine de maïs restera saisonnière et normale par rapport à l'évolution depuis l'année précédente. Cependant, des augmentations significatives pourront se produire en novembre 2020 et avril 2021, en raison de la période de soudure et de certaines spéculations des commerçants dans la situation de COVID-19.

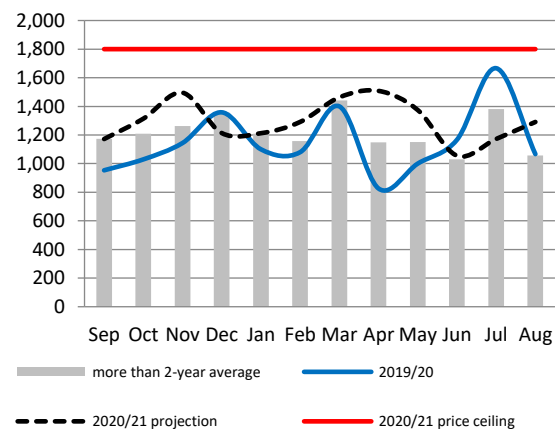
Assistance humanitaire: Malgré une présence importante des activités humanitaires durant l'année 2020, on s'attend à un niveau d'assistance inférieur aux besoins, qui pourrait occasionner des distributions de rations réduites, comme

Figure 3. Prix observés et projetés de la farine de manioc, CDF/kg, Beni, RDC, septembre 2020 à août 2021



Source : FEWS NET

Figure 4. Prix observés et projetés de la farine de maïs, CDF/kg, Beni, RDC, septembre 2020 à août 2021



Source : FEWS NET

c'était le cas dans la zone autour de Beni en 2017, quand le nombre de bénéficiaires avait doublé lors de l'opération d'assistance. Le Programme alimentaire Mondial (PAM), principal pourvoyeur de l'assistance alimentaire dans cette zone pourrait connaître un ralentissement dans ses opérations et les mesures de restriction imposées pour combattre la propagation de la pandémie de COVID-19 pourraient exacerber ce faible niveau d'assistance.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire :

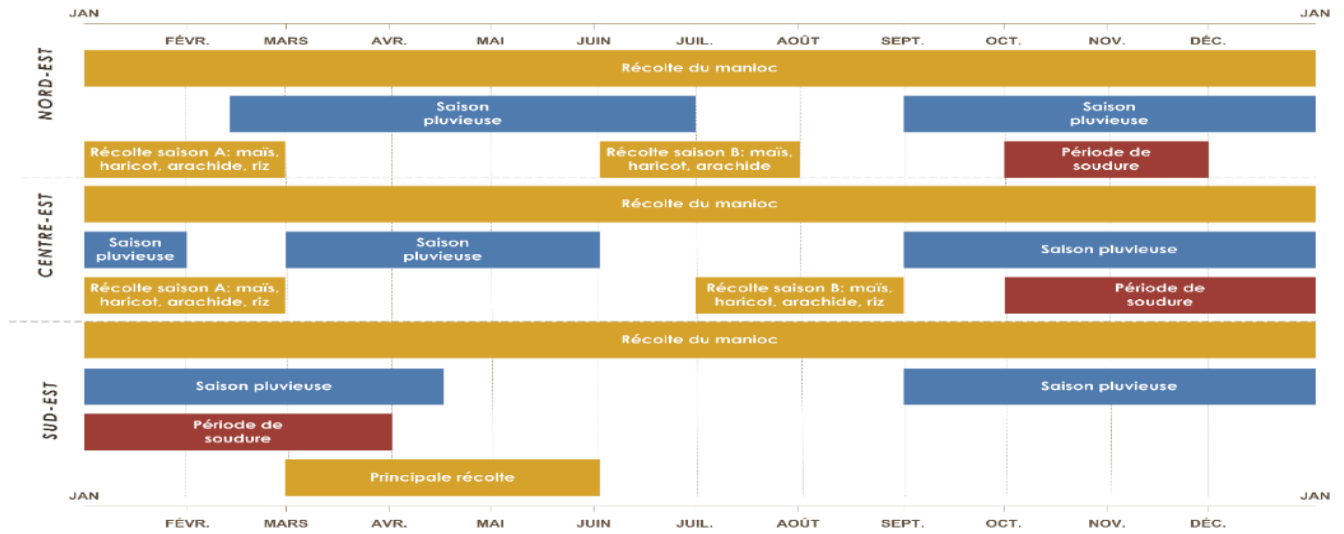
Octobre 2020 à janvier 2021 : La période entre octobre et novembre 2020 correspond au pic de la soudure dans le territoire de Beni, la situation des ménages sur l'ensemble de la zone sera de plus en plus difficile avec un accès limité à la nourriture du fait de l'épuisement des stocks. De ce fait, la consommation alimentaire pourra se détériorer et les ménages pourront se rabattre aux aliments les moins coûteux et moins préférés voire dépendre de la solidarité des autres ménages. Ainsi donc, la situation de la sécurité alimentaire dans ce territoire sera en Crise (Phase 3 de l'IPC). Janvier constitue la période de récolte dans le territoire de Beni et ses environs ; La récolte verte commence au mois de décembre. Cependant le niveau de récolte sera faible notamment pour les cultures vivrières (céréales, légumineuses) vu que bon nombre de ménages s'était déplacé et n'a pas pu s'occuper des activités agricoles pendant les périodes de semis et d'entretien des cultures. La disponibilité alimentaire dans le territoire sera moindre vu l'état des infrastructures routières et les attaques des groupes armés qui pourraient éventuellement continuer ; La situation de la sécurité alimentaire restera préoccupante et le territoire restera en phase de Crise (Phase 3 de l'IPC).

Février à mai 2021 : Cette période connaîtra la période de semis (mars, avril) et de récolte (fin juin, juillet) de la saison agricole B. Cependant, vu qu'un nombre important de la population agricole déplacée ne sera pas de retour, on assistera à une production inférieure à la normale pour les cultures vivrières. D'autres ménages ne pourront pas avoir accès aux semences après avoir perdu la saison agricole précédente à la suite des déplacements. L'état des infrastructures routières et l'activisme des groupes armés ne pourra plus favoriser les flux commerciaux. Ainsi donc, le territoire restera en phase de Crise (Phase 3 de l'IPC).

Evènements qui pourraient changer le scénario

Zones	Evénements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Territoire de Beni	Fin des conflits et gestion de la situation par les FARDC.	Accès aux terres cultivables et autres moyens d'existence et amélioration de la production agricole dans la zone et reprise de la pêche au Lac Edouard. A cet effet, on pourra assister à une disponibilité et accessibilité facile aux aliments et à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages.
	Excès des pluies en période culturale	Inondations et éboulement des terres agricoles faisant baisser la production attendue. Cette situation pourrait avoir des effets sur la disponibilité alimentaire dans le territoire et favoriser ainsi la détérioration de la sécurité alimentaire.
	Réhabilitation des routes de desserte agricole.	Amélioration des échanges inter zones et des disponibilités des denrées sur les marchés locaux. Cela favoriserait aussi l'intégration des marchés locaux ainsi que la disponibilité des principaux produits alimentaires sur les marchés locaux à Beni.

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE



A PROPOS DE L'ÉLABORATION DE SCENARIOS

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains huit mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable. Pour en savoir plus [cliquez ici](#).